No. 54374*

**Peru
and
France**

Cooperation Agreement between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic on the activities of the French Development Agency (AFD) in Peru. Lima, 23 February 2016

Entry into force: *27 May 2016 by notification, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Peru, 3 March 2017*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**Pérou
et
France**

Accord de coopération entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française relatif aux activités de l'Agence française de développement (AFD) au Pérou. Lima, 23 février 2016

Entrée en vigueur : *27 mai 2016 par notification, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Pérou, 3 mars 2017*

**Aucun numéro de volume n'a encore été attribué à ce dossier. Les textes disponibles qui sont reproduits ci-dessous sont les textes originaux de l'accord ou de l'action tels que soumis pour enregistrement. Par souci de clarté, leurs pages ont été numérotées. Les traductions qui accompagnent ces textes ne sont pas définitives et sont fournies uniquement à titre d'information.*

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

**RELATIF AUX ACTIVITES DE
L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD)
AU PEROU**

ACCORD DE COOPERATION

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU

représenté par l'Ambassadrice Ana María Sánchez de Ríos, Ministre des Relations Extérieures,

(ci-après dénommé « le Pérou »),

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

représenté par Matthias Fekl, Secrétaire d'Etat chargé du commerce extérieur, de la promotion du tourisme et des Français de l'étranger

(ci-après dénommée « la France »),

Le Pérou et la France, ci-après dénommés ensemble et pour les besoins de cet Accord, les « Parties ».

PREAMBULE

A. Le Pérou et la France souhaitent renforcer leurs liens d'amitié et développer leur coopération économique et financière à travers l'Agence Française de Développement – AFD (ci-après dénommée « AFD »).

B. L'AFD est un établissement public français à caractère industriel et commercial, dont la mission est de réaliser des transactions financières de toute nature, contribuant à la mise en œuvre de la politique d'aide au développement menée par la France à l'étranger.

ARTICLE 1^{ER}.- OBJET DE L'ACCORD

Le présent Accord de Coopération (ci-après dénommé "Accord") a pour objet de préciser les règles applicables aux activités de l'AFD relatives à l'assistance financière et technique qu'elle fournira au Pérou, ainsi qu'à ses agents.

ARTICLE 2.- STATUT JURIDIQUE DE L'AFD

L'AFD peut exercer toute activité nécessaire à l'accomplissement de ses missions au Pérou, sans avoir besoin de permis de quelque nature que ce soit additionnel à la conclusion de cet Accord.

L'AFD peut, en particulier:

- a) Acquérir et disposer de biens immobiliers et mobiliers;
- b) Négocier et souscrire tout type de contrats et/ou accords;
- c) Accepter tout type de cautions et garanties octroyées par le Pérou;
- d) Employer du personnel et
- e) Intenter une action en justice, ester ou comparaître devant tout type d'organe juridictionnel, ainsi que commencer ou participer à toute procédure administrative devant toute institution ou autorité péruvienne.

ARTICLE 3.- ACTIVITES AUTORISEES DE L'AFD AU PEROU

3.1 L'AFD est autorisée, en conformité avec les dispositions de l'Accord, à octroyer une assistance financière remboursable, en Euros, en Dollars Américains (USD) ou en toute autre devise, ainsi que tout autre type d'assistance financière ou technique au Pérou.

3.2 Les activités énumérées à l'article 3.1 feront l'objet d'un contrat ou d'un accord spécifique afin de définir les droits et les obligations des parties concernées par l'activité ou l'opération. Les Parties s'engagent à fournir leurs meilleurs efforts pour faciliter la mise en œuvre des formalités requises pour assurer la validité et l'entrée en vigueur de tels contrats ou accords.

ARTICLE 4.- ACTIVITES ET OPERATIONS DE L'AFD

Les activités et opérations de l'AFD sont considérées comme étant préparées et décidées depuis son siège situé en France, et sont soumises à cet effet à la législation française.

L'AFD et son Bureau de Représentation n'ont pas le statut de banque ni de quelque autre institution financière que ce soit au Pérou. En conséquence, ils ne sont pas soumis aux dispositions de la réglementation bancaire, ni aux lois ou règlements applicables aux banques ou aux institutions financières qui sont installées ou qui opèrent sur le territoire péruvien.

En particulier, l'AFD est exemptée sur tout le territoire péruvien (i) de toute obligation déclarative, (ii) de toute autorisation ou permis bancaire, (iii) de toute obligation en matière de gestion des risques, (iv) de toute obligation prudentielle, (v) de toute obligation de classement des crédits et des dettes, et de toute création de réserves pour faire face à ses crédits et à ses dettes et (vi) de toute obligation ou charge administrative qui découle des lois ou règlements applicables au Pérou, à l'exception de la fourniture de l'information nécessaire à l'établissement de la balance des paiements et à la centralisation de l'information sur les risques bancaires.

ARTICLE 5.- CONVERTIBILITE ET TRANSFERT

En conformité avec les dispositions prévues par la législation péruvienne, l'AFD peut acquérir sans restriction, posséder et transférer des devises et des fonds vers les banques légalement constituées au Pérou pour les besoins générés par ses activités.

ARTICLE 6.- AVANTAGES FISCAUX

L'AFD n'est pas soumise à l'Impôt sur les Revenus ni à l'Impôt Général sur les Ventes qui s'appliquent dans la République du Pérou, et ses emprunteurs ne sont pas tenus de les retenir à la source, s'il s'agit de prêts de développement octroyés en conformité avec la législation péruvienne.

ARTICLE 7.- BUREAU DE REPRESENTATION DE L'AFD AU PEROU – ET PERSONNEL

7.1 Bureau de représentation de l'AFD au Pérou

a) La France est autorisée à ouvrir un bureau de représentation de l'AFD (ci-après dénommé "Bureau de Représentation") dans la ville de Lima ou dans toute autre ville du Pérou, ledit bureau de représentation faisant partie de la Mission Diplomatique de la France au Pérou, afin d'exercer les activités décrites dans le présent Accord.

b) Le Pérou, en conformité avec sa législation nationale octroie au Bureau de représentation de l'AFD au Pérou les privilèges et immunités suivants :

- Exemption des droits de douane et des impôts sur les importations et les exportations pour les équipements destinés à un usage officiel par le Bureau de Représentation de l'AFD.
- Exemption des droits de douane et des impôts sur les importations et les exportations de véhicules destinés à un usage officiel par le Bureau de Représentation de l'AFD.
- Remboursement des impôts payés par le Bureau de Représentation de l'AFD pour les services de téléphonie et fax, télex et télégraphe, ainsi que pour la fourniture d'énergie électrique et d'eau potable. Remboursement des impôts payés par le Bureau de Représentation de l'AFD pour l'achat de billets internationaux pour ses agents.
- Le Bureau de Représentation de l'AFD et ses biens, documents, archives, moyens de communication, quel que soit leur support, sont inviolables et ne peuvent faire l'objet d'aucune forme de réquisition, confiscation, embargo ou d'aucun autre type de mesure d'exécution.

7.2 Personnel expatrié

- a) L'Ambassade de France accréditera auprès du Ministère des Relations Extérieures du Pérou le représentant de l'AFD ainsi que tous les membres du personnel du Bureau de Représentation de l'AFD au Pérou qui ne possèdent pas la nationalité péruvienne ni ne sont résidents au Pérou, pour son fonctionnement. Ces derniers sont considérés comme Personnel Expatrié.
- b) Le Personnel Expatrié du Bureau de Représentation de l'AFD au Pérou sera, dans le cadre de l'exercice de sa mission en faveur du Pérou, exempté des dispositions relatives à la sécurité sociale qui sont en vigueur au Pérou.
- c) Le Pérou facilite l'entrée, le séjour, la liberté de circulation et la sortie des membres du Personnel Expatrié et de tout membre de leur famille, en conformité avec la législation nationale.
- d) En conformité avec ce qui est établi dans sa législation nationale, le Pérou octroie au personnel expatrié de l'AFD, les privilèges ci-après :
 - Exemption des droits de douane et des impôts sur les effets personnels du Personnel Expatrié et des membres de sa famille;
 - Exemption des droits de douane et des impôts sur les véhicules destinés à l'usage personnel du Personnel Expatrié;
 - Exemption de l'Impôt sur les Revenus des rémunérations versées au Pérou au Personnel Expatrié pour sa mission sous contrat avec l'AFD au Pérou; et
 - Délivrance de toute autorisation nécessaire pour le libre transfert des effets personnels vers ou depuis le Pérou.
- e) Le Pérou accepte que les membres du Personnel Expatrié jouissent d'immunité de juridiction pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions.